Valls juge le climat comparable avec celui des «années 1930» (vidéo)

02/02/2014 à 18h17



Rumeurs sur la « théorie du genre », manifestations contre le mariage homosexuel, propos racistes… Le ministre de l'Intérieur revient sur le climat actuel et s'adresse à la gauche. Il Manuel Valls dénonce l'apparition d'un «Tea Party à la française» et juge le climat comparable avec celui des «années 1930».Extrait de son entretien dans le JDD.

> *Autrefois, elle était contestée les armes à la main, aujourd'hui, c'est la dilution qui nous menace. La dilution des références, des normes, des repères.*
>
> *«J'en appelle à un sursaut et à un réveil de tous les républicains et tous les patriotes et aussi de la gauche.*

17.000 personnes dans la rue dimanche dernier pour un "jour de colère", 100.000 autres attendues dimanche à La Manif pour tous et, entre-temps, une "journée sans école" pour cause d'enseignement sur l'égalité hommes-femmes. Que se passe-t-il ?
Il faut voir les choses en face, ne pas masquer la réalité, la France est à un moment difficile. Nous traversons depuis plusieurs années une crise économique profonde, avec un chômage de masse, une précarité qui a fracturé une partie de la société. Il y a une perte de confiance vis-à-vis de la parole publique, une crise d'identité sur la place de France

dans l'Europe et dans le monde, et donc sur la place de chaque Français dans la société. La République a déjà connu des moments difficiles, elle les a surmontés mais elle reste fragile.

> *«Face à ce phénomène, la droite républicaine a donc une responsabilité : se démarquer clairement des mouvements qui n'acceptent pas la démocratie et les choix du Parlement. »*

Dans ce contexte, marqué par cette crise de confiance, et où la droite est aussi en crise, des forces sombres, celles qui divisent, se sont mises à prospérer. La manifestation de dimanche dernier où les rumeurs infamantes concernant l'enseignement à école sont des signaux très inquiétants. […]
Le JDD

rappel :

Extrait de Manuel Valls au meeting '*Défendre la république contre les extrémismes*' du PS du 27 novembre 2013.